

**COMMUNE DE  
OSANI**

**REGISTRE D'ENQUETE**

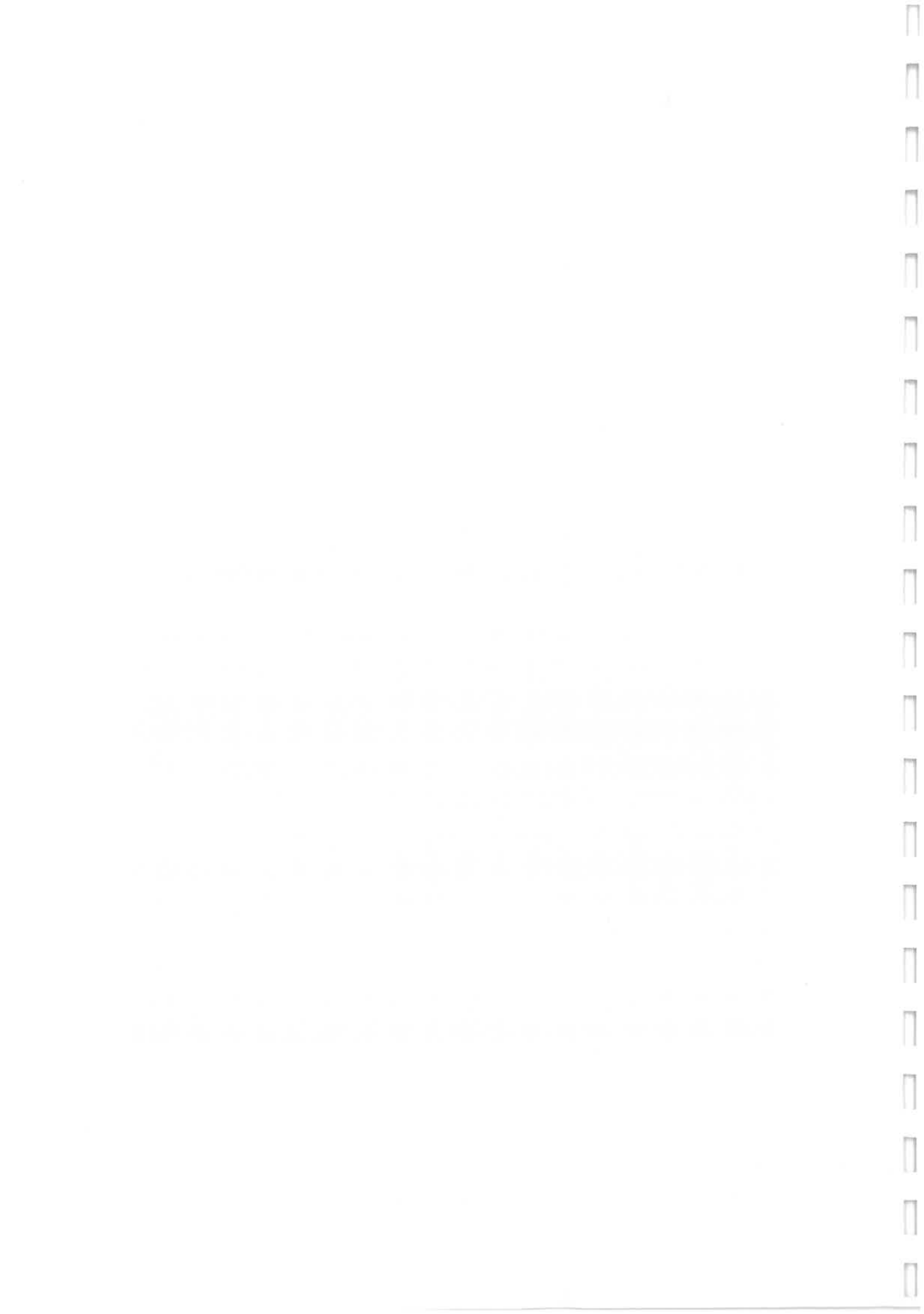
**ENQUETE PUBLIQUE** relative au :

**Projet de révision du décret de  
la réserve naturelle de SCANDOLA**



**ARRETE :**

Arrêté préfectoral n°R20-2024-11-25-00002 d'ouverture d'enquête publique du 25/11/2024



**OUVERTURE DU REGISTRE**

En exécution de l'arrêté préfectoral n°R20-2024-11-25-00002 d'ouverture d'enquête publique du 25/11/2024 prescrivant l'enquête publique relative au projet de révision du décret de la réserve naturelle de SCANDOLA, et ordonnant le dépôt des pièces de l'enquête.

Je soussignée, Carole SAVELLI, en ma qualité de présidente de la commission d'enquête, avoir ouvert, le présent registre d'enquête coté et paraphé, contenant 16 (seize) feuilles (y compris page de garde) pour recevoir les observations du public, pendant la période du 8 janvier 2025 à 9h00 au 12 février 2025 à 17h inclus, aux heures et jours habituels d'ouverture de la commune selon arrêté et avis au public.

Le 8 janvier 2025

**La Présidente de la commission  
d'enquête**





Christian Cardé 20147 Bastia

La proposition de l'état sur le décret concernant la réserve de Scandola, mise depuis la réunion du 17/1/25 à galerie réunis en cause et fait l'objet d'une nouvelle concertation avec les acteurs locaux.

Concernant la nécessaire réglementation de la fréquentation touristique il est indispensable que soit essentiellement traitée la sur-fréquentation et non la fréquentation normale, en effet il est indispensable que les populations locales soient privées de visites sur le secteur qui ont toujours existées.

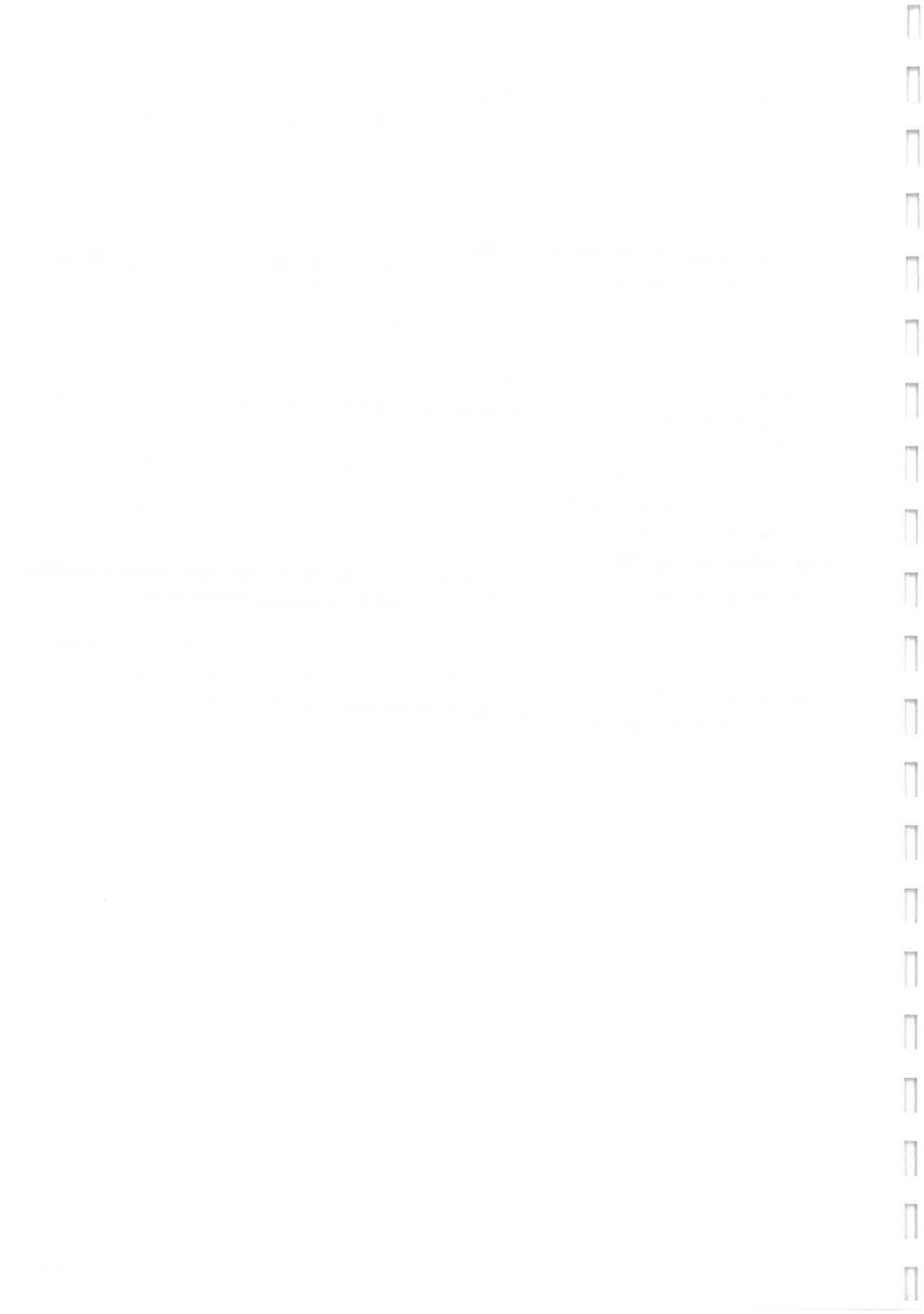
A la lumière de plusieurs autres réglementations sur d'autres réserves il est possible d'autoriser les utilisateurs de bateaux des communes environnantes de disposer d'un "droit de visite".

Enfin sur le dispositif éventuel de licence pour les professionnels il est indispensable de ne pas constituer des "recettes" et de limiter dans le temps leur durée, en soumettant les demandes des entreprises concernées à une procédure publique d'attribution de type dp.

Dernier point, mais essentiel, le contrôle sur place des dispositifs qui seraient créés. A qui les confier ? Le gendarmier ? les services de la gendarmerie maritime ?

Enfin le dispositif à venir doit être considéré dans un premier temps comme une expérimentation limitée dans le temps, afin de pouvoir mesurer les impacts des mesures prises et rediscuter éventuellement les règles fixées.

Ch Cardé  

**COMMUNE D'OSANI  
20147****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
Séance du 07 décembre 2024**

Nombre de membres

L'an deux mille vingt-quatre, le sept décembre à 14 h30, le  
Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni à Osani,  
sous la présidence de Gisèle Pan-Colonna, maire.

Afférents	en exercice	présents
7	7	5

Date de la convocation  
03 décembre 2024

Présents : Luciani Jean François,  
Alfonsi François,, Battesti Ugo  
Pieraggi Marie France

Représentés : Teillet Charles, Battini-Colonna Marc Ange,  
Absent :

Secrétaire : Jean François Luciani

Objet de la délibération : Opposition au projet de décret pour la réserve de Scandola soumis à enquête publique à compter du mois de janvier 2025.

La Maire expose au Conseil Municipal que la commune a été informée par les services de l'Etat lors d'une réunion en Mairie le 2 décembre 2024 du contenu du projet de décret sur la réserve de Scandola qui sera soumis à enquête publique à compter du mois de janvier 2025.

Elle rappelle que l'ancien décret de 1975, dont l'article 18 protégeait le droit à une « navigation libre » sur la totalité de la réserve, rendait impossible les mesures indispensables de régulation, en vue notamment d'y interdire le mouillage par ancre des navires, attentatoire aux herbiers de posidonie, et de maîtriser la fréquentation de cet espace, particulièrement au moment de la reproduction des balbuzards.

La commune a donc souhaité depuis de très nombreuses années qu'une révision du décret soit prise en ce sens. Elle s'est associée aux travaux menés en vue de sa mise en œuvre.

Le projet présenté aujourd'hui par l'Etat est d'une toute autre nature. Il consiste notamment à interdire toute navigation dans la partie centrale de la réserve (zone de protection intégrale), située au droit de l'île de Gàrgalu et de la pointe Palazzu.

Madame la Maire propose au Conseil municipal de refuser ce changement d'objectif qui consiste à passer d'un projet de régulation, largement concerté, dont les gestionnaires et les usagers avaient anticipé les conséquences grâce au travail de concertation mené par l'Office de l'Environnement de la Corse et le Parc Naturel Régional de Corse, avec la participation des services de l'Etat et de la commune d'Osani, à un nouveau projet, totalement différent, d'interdiction totale de fréquentation dans la zone centrale de la réserve.





A l'heure où tous les projets de protection et d'aménagement sont élaborés en co-construction avec les acteurs et les usagers, ce changement brutal et radical est inacceptable. Il n'a jamais été proposé durant toutes les années de débat autour de l'avenir de la réserve.

La première conséquence de ce changement sera l'interdiction de toute navigation dans la passe de Gargalo, espace abrité indispensable à la sécurité de la navigation dans cette zone très fréquentée, qui devient rapidement très agitée en période ventée, par vent d'ouest et de Sud-Ouest (libecciu), , et par vent de Nord-Ouest à nord-est (tramuntana). Dans ce secteur très agité, éloigné de tous les abris sûrs en cas d'arrivée soudaine de tempêtes liées à des grains orageux, événement récurrent en été, interdire aux navires la possibilité d'un refuge est une décision potentiellement génératrice de catastrophes humaines. Et cela sans compter les événements exceptionnels, comme l'épisode météorologique ayant causé la catastrophe naturelle du 18 août 2022 avec des vents pouvant atteindre 220 km/h, sans que les services de la météorologie nationale n'aient pu le prévoir. Or ces événements sont appelés à se reproduire de plus en plus fréquemment en raison du réchauffement climatique.

La seconde conséquence est la remise en cause des activités économiques actuelles, principalement la pêche professionnelle artisanale et les promenades en mer, qui sont un apport essentiel pour toute la région qui va d'Ajacciu à la Balagne. Cet impact n'est pas supportable par l'économie locale et est rejeté par la population de la commune et de toute la microrégion.

Le Conseil Municipal, ayant pris connaissance des informations apportées par Madame la Maire :

- S'insurge contre le projet présenté par l'Etat alors que la Commune a participé à toutes les concertations préalables sans qu'il n'ait jamais été évoqué ;
- Rejette l'interdiction totale de navigation dans la zone centrale de la réserve proposée par le projet de décret, dont l'effet sera d'impacter l'économie locale et de mettre en péril la navigation dans le secteur ;
- Demande à Madame le Maire de faire état de cette position lors de l'enquête publique qui s'ouvre ;
- Apporte son soutien à ceux qui s'opposeront à l'adoption du décret dans sa rédaction actuelle.
- Confirme la position de la commune d'Osani pour renforcer la protection de la réserve par une interdiction totale du mouillage et par un mécanisme de régulation permettant de limiter et de contrôler la fréquentation de la réserve, et aussi de préserver les zones de quiétude autour des nids de balbuzards occupés.

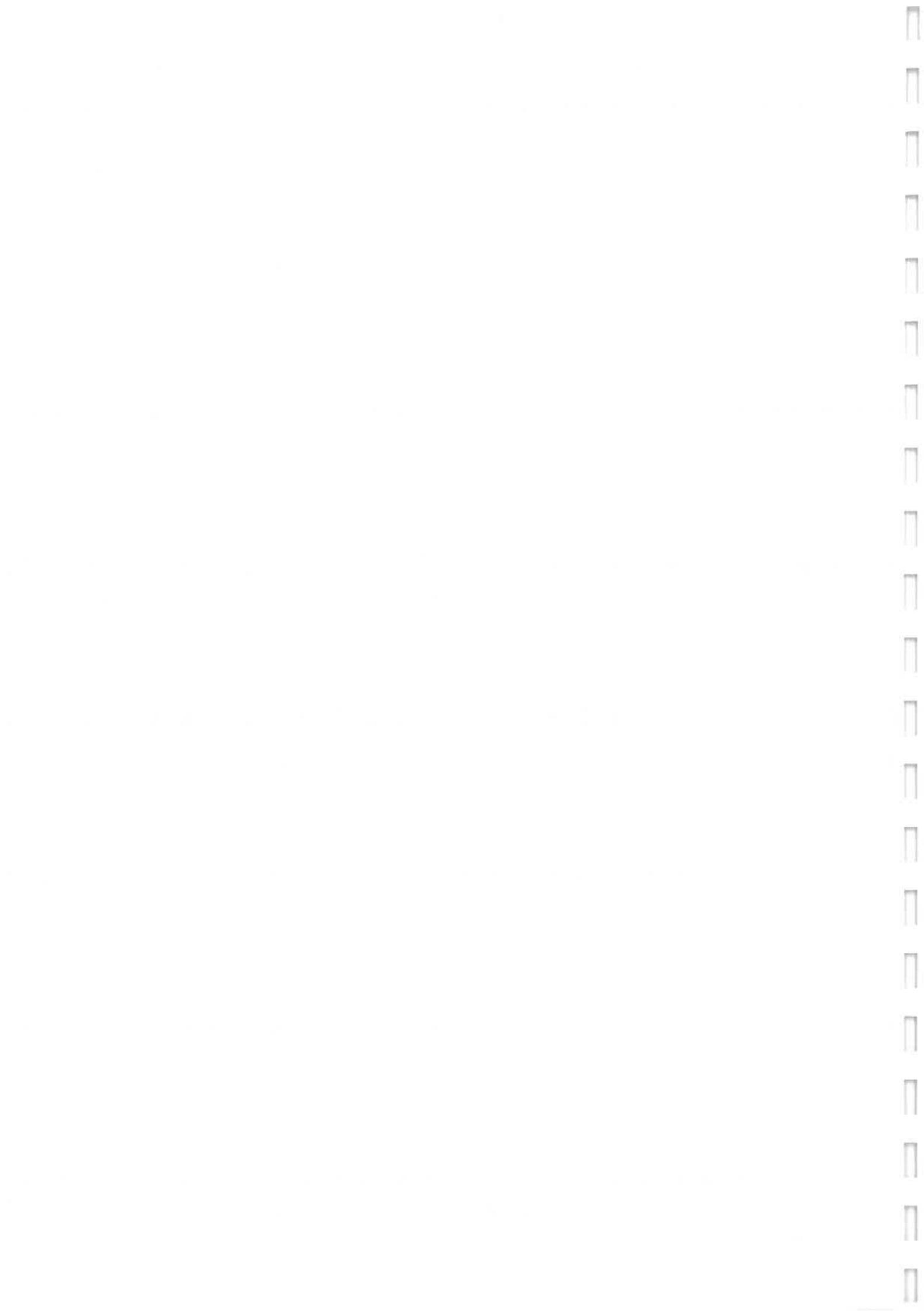
Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

COPIE CONFORME





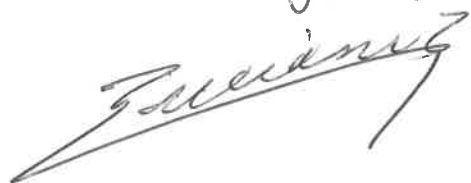


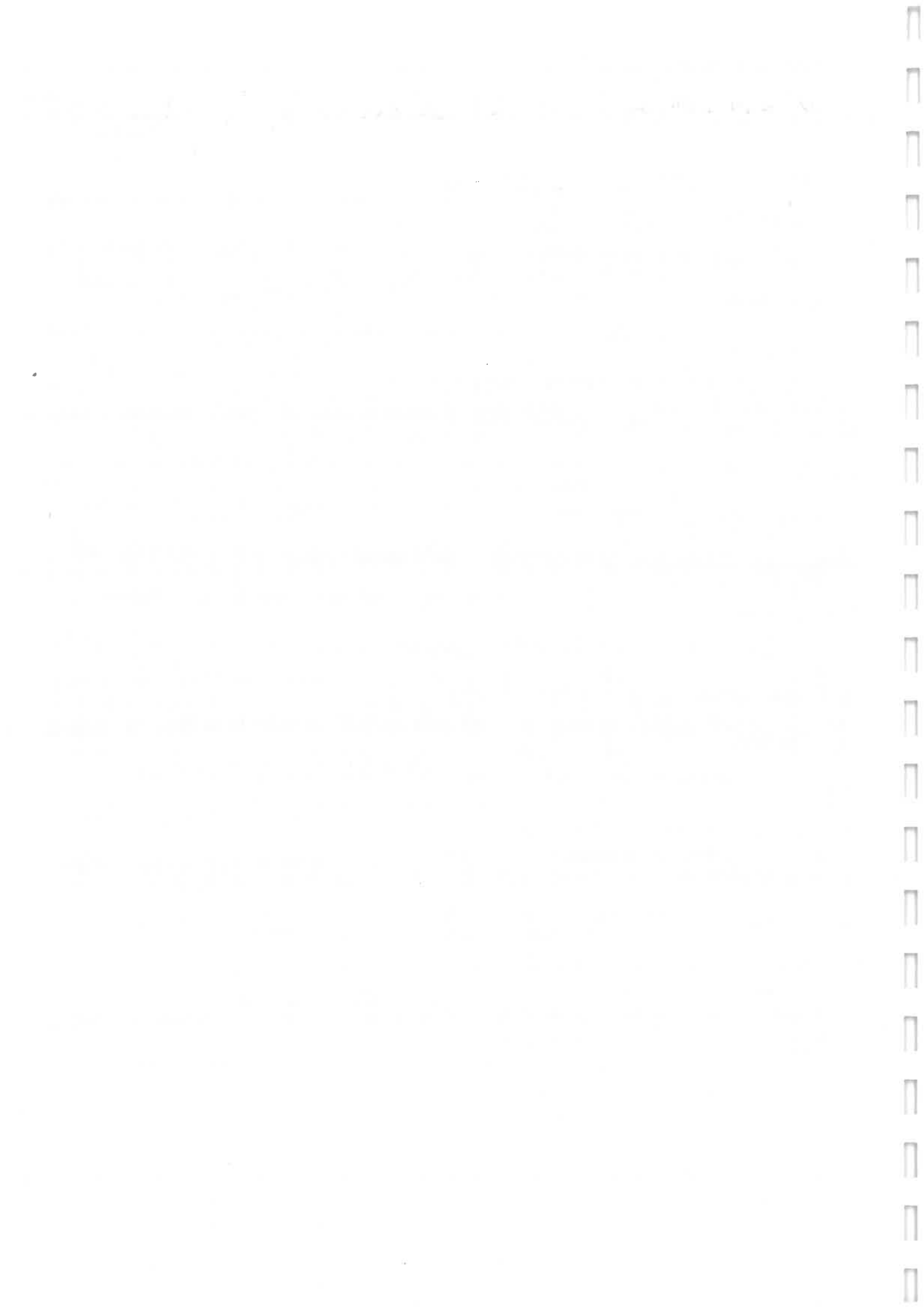


Michel LUCIANI à GIROLATA. 20147. 06 13 48 23 90

J'ai la chance historique de connaître ce qui est devenu la réserve de Scandola, avant qu'elle ne soit "sanctuarisée". J'y ai fait les vendanges, le bûcher de vaches, et ai parcouru ce territoire, et y ai chassé également. Aussi j'ai d'abord quelques observations à formuler avant de donner mon avis sur le projet en cours. Depuis la création de la réserve, il y a eu d'un côté les habitants, d'un autre les gardiens, encore d'un autre les scientifiques, tous ces groupes étant séparés. Pour que la réserve "fonctionne" tous les groupes concernés doivent être concertés et fonctionner en inter-connexion. Il ne sert à rien d'ajouter des interdictions si il n'y a pas les moyens de les faire appliquer. Plutôt que des décrets de plus il serait plus efficace d'établir une charte à faire signer nominativement par toutes les personnes majeures concernées. Girolata étant le village lié au territoire de "le pante", il serait logique de faire la réunion définitive pour déterminer l'avenir de ce territoire à Girolata.

fait ce 30 janvier 2025 à la Mairie d'Osani





le projet de décret qui est proposé à l'enquête publique est le calque inverse de celui édité en 1975. L'un et l'autre sont fondés sur un même principe : tout doit être régenté par le décret.

Le décret de 1975, très laxiste, a ainsi empêché la Préfecture Maritime d'édicter une interdiction de mouillage dans la réserve, pourtant indispensable à la protection des herbiers de posidonie et de la biodiversité sous-marine en général. Celui proposé cinquante ans plus tard, <sup>lui aussi</sup> voté à l'encontre du principe de base de gestion d'une réserve qui doit adapter les mesures réglementaires, décidées par arrêté du Préfet Maritime, aux observations faites sur sa conservation chaque année.

Le nouveau décret proposé en mode "tout ou rien" à travers la mise sous cloche douze mois sur douze de la réserve intégrale n'a pas de pertinence au fleuve himn alors que l'après protégée n'est pas présente sur le site, et alors que la navigation et l'accès à de rares usagers locaux.

Ainsi, la commune d'Osani, avec l'appui de la Collectivité de Corse, a mis en place une liaison publique maritime entre Girolata et Galeria, y compris au plein hiver.

Le décret mettra en cause cette liaison, en accroissant les risques pour la navigation dans cette zone au hiver. En tout état de cause, un décret 12 mois sur 12 est une aberration.

Concernant la fructification des balzans durant la nidification au printemps et au début d'été, il est à observer que

la <sup>interdiction</sup> ~~protection~~ <sup>de navigation</sup> intégrale proposée pour la partie  
centrale ne va concerner qu'un nombre limité  
de nids.

Or la protection de la reproduction de l'espèce  
est un enjeu à l'échelle de la totalité des  
zones de nidification, notamment sur l'ensemble  
de la côte ouest de la Corse.

Le décret doit donc être conçu comme la  
possibilité offerte au gestionnaire et à l'autorité  
Préfecture l'autorité d'avoir recours à tout  
moyen de réglementation dans toute la zone  
concernée, et non se réduire à une interdiction  
totale dans 70 hectares.

Il pourra alors préfigurer une politique  
de protection élargie à toute la côte ouest,  
là où l'oiseau niche régulièrement.

Tel que rédigé, le décret proposé va à  
l'encontre de cet objectif, ~~présent~~

François ALTOSSI

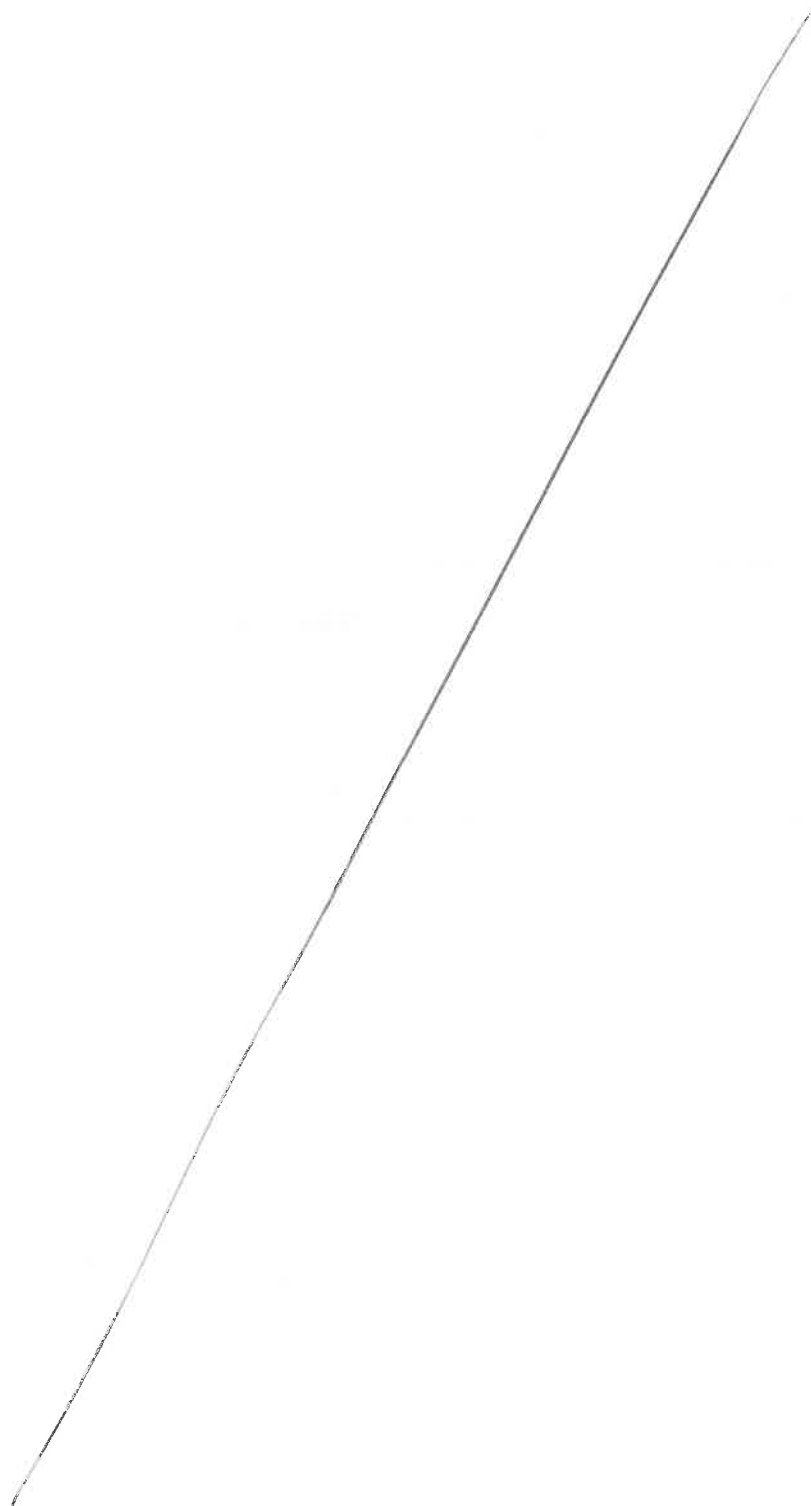
le 12/02/2015

124



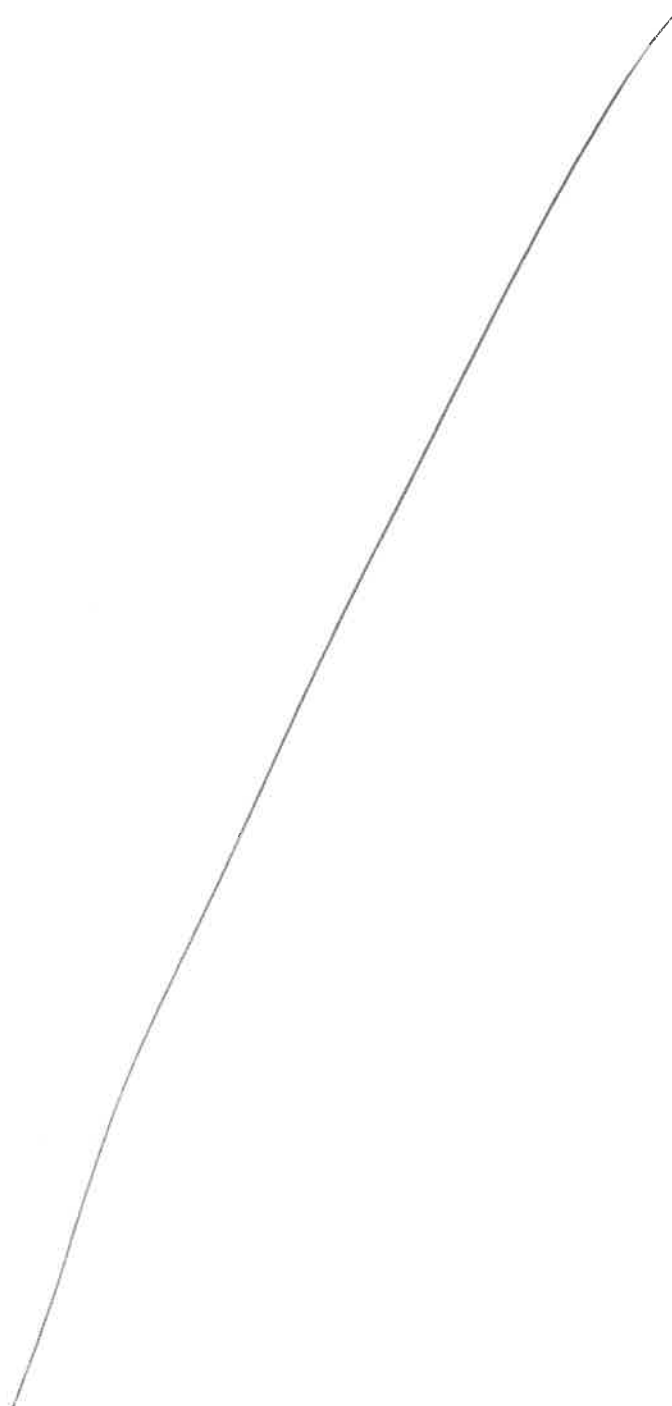
Naire d'Ogani

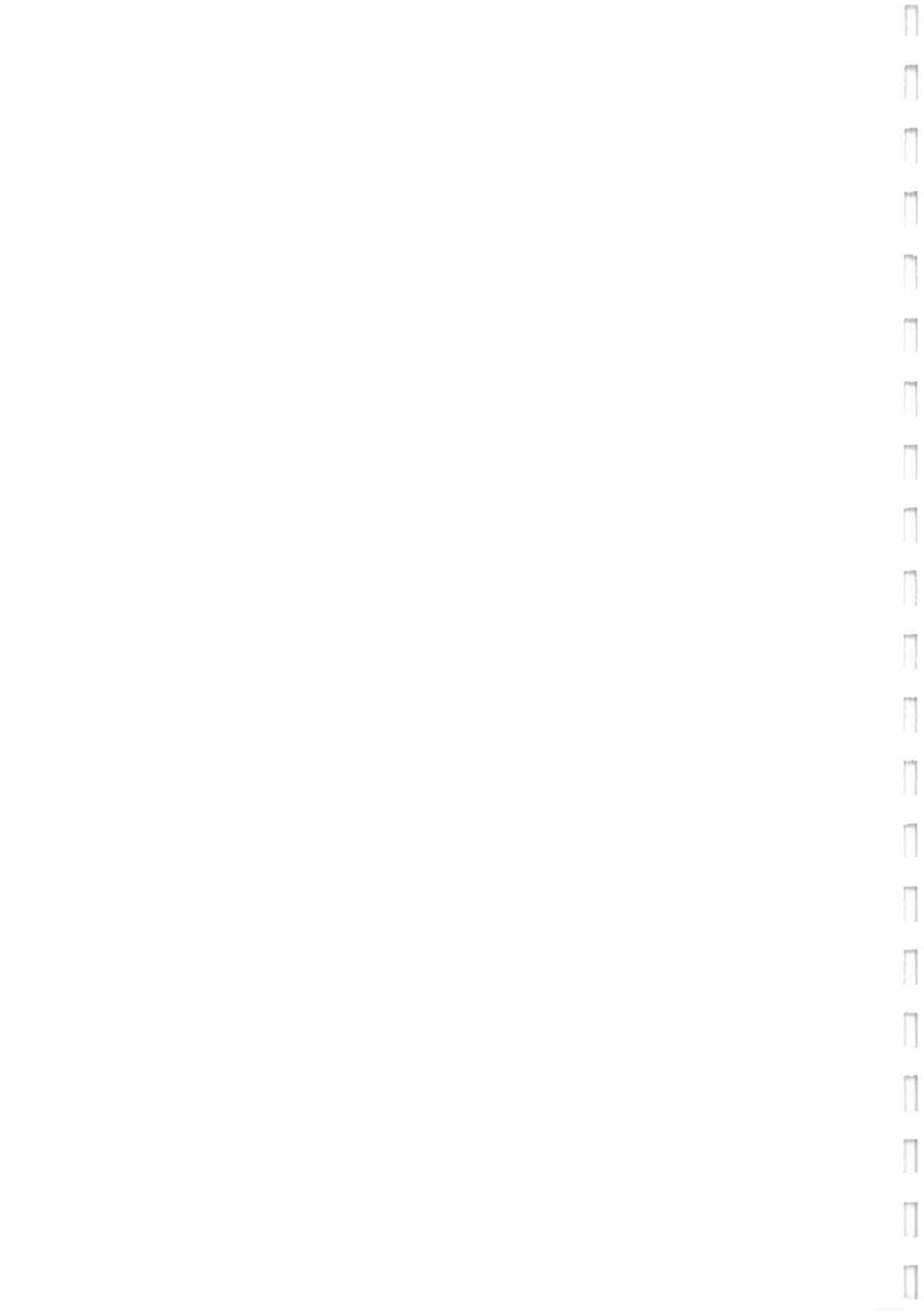


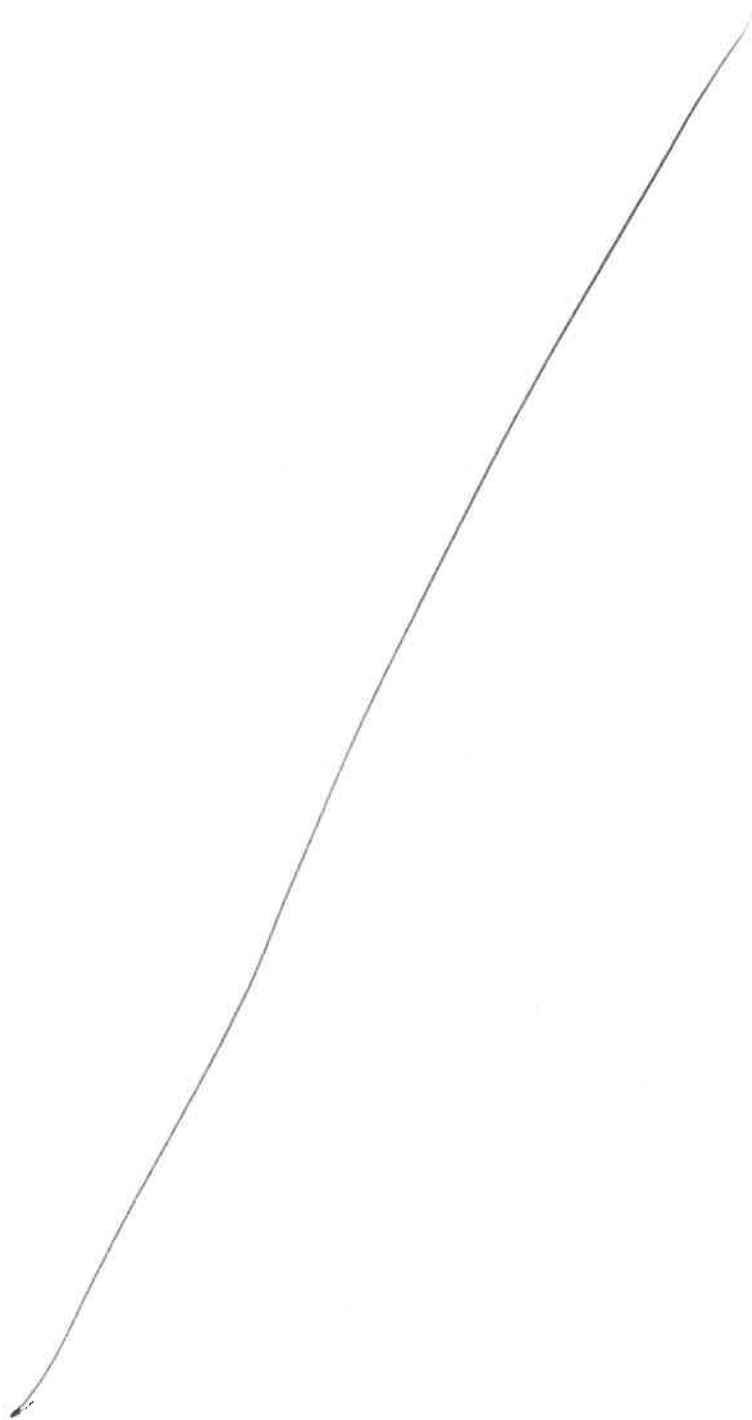


ps







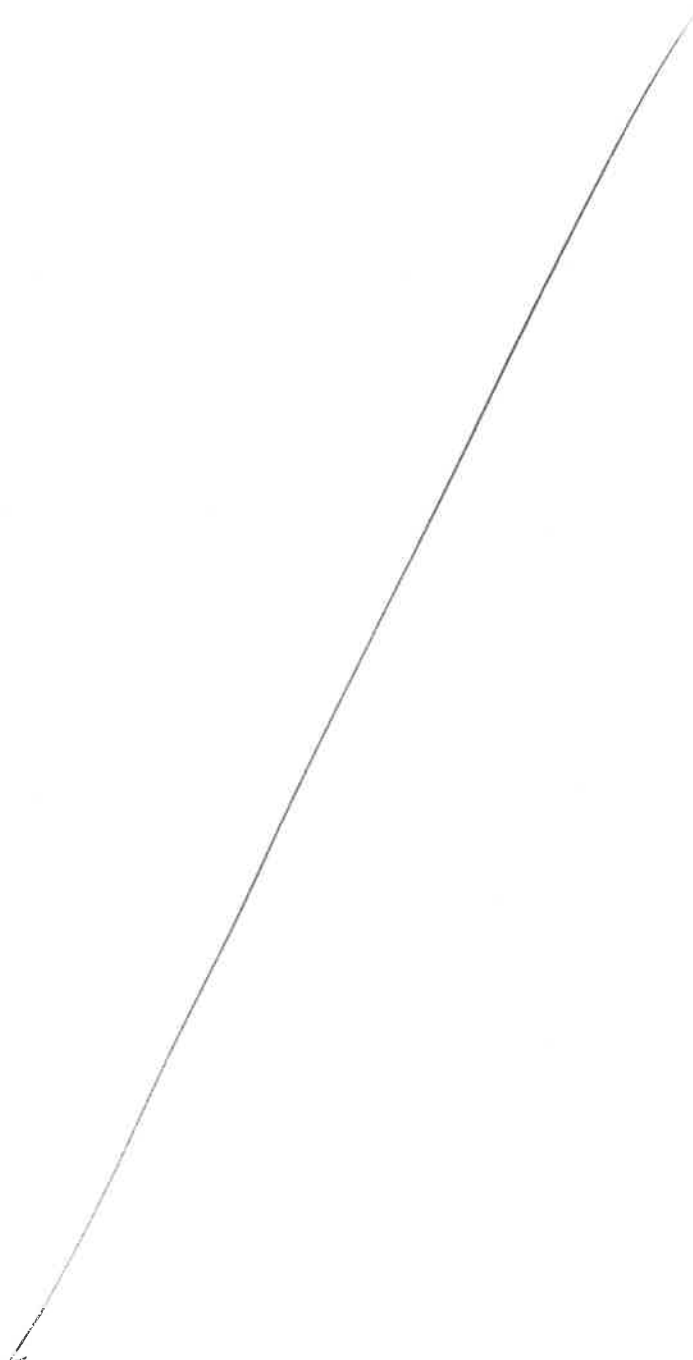




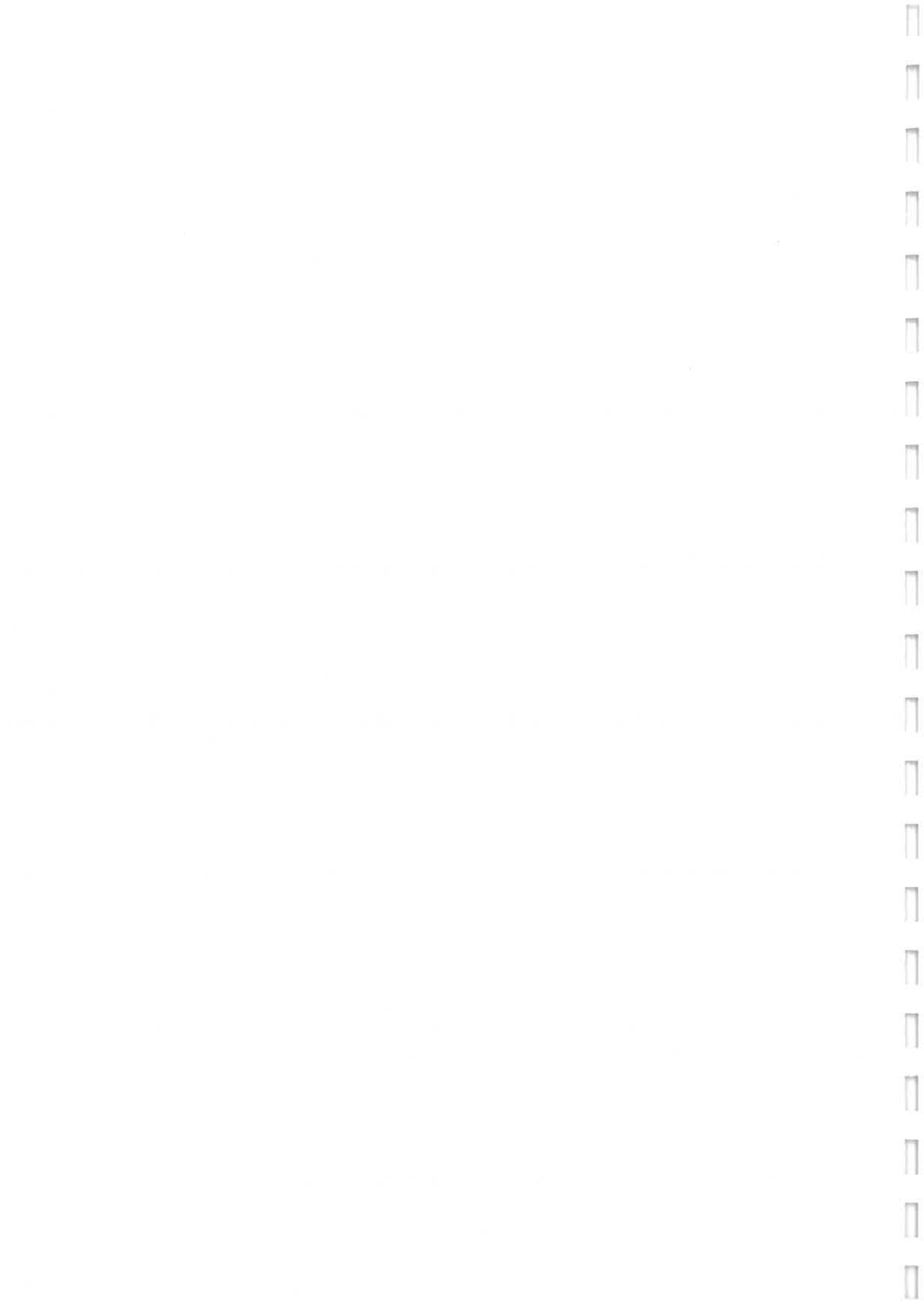
CS

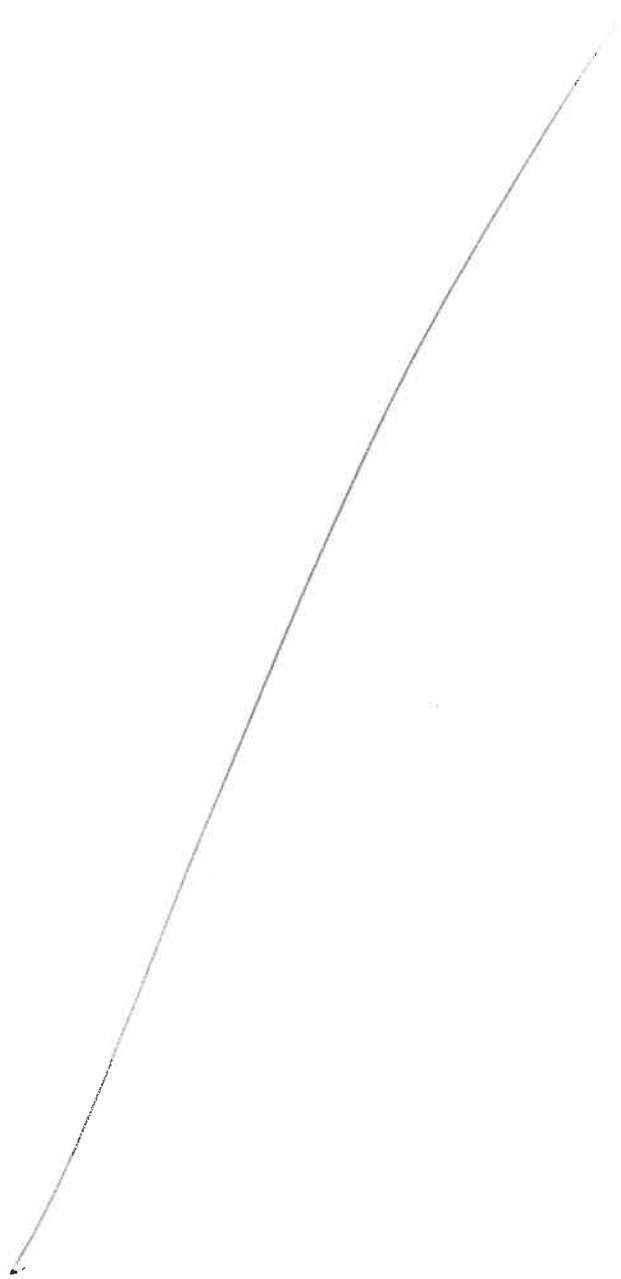


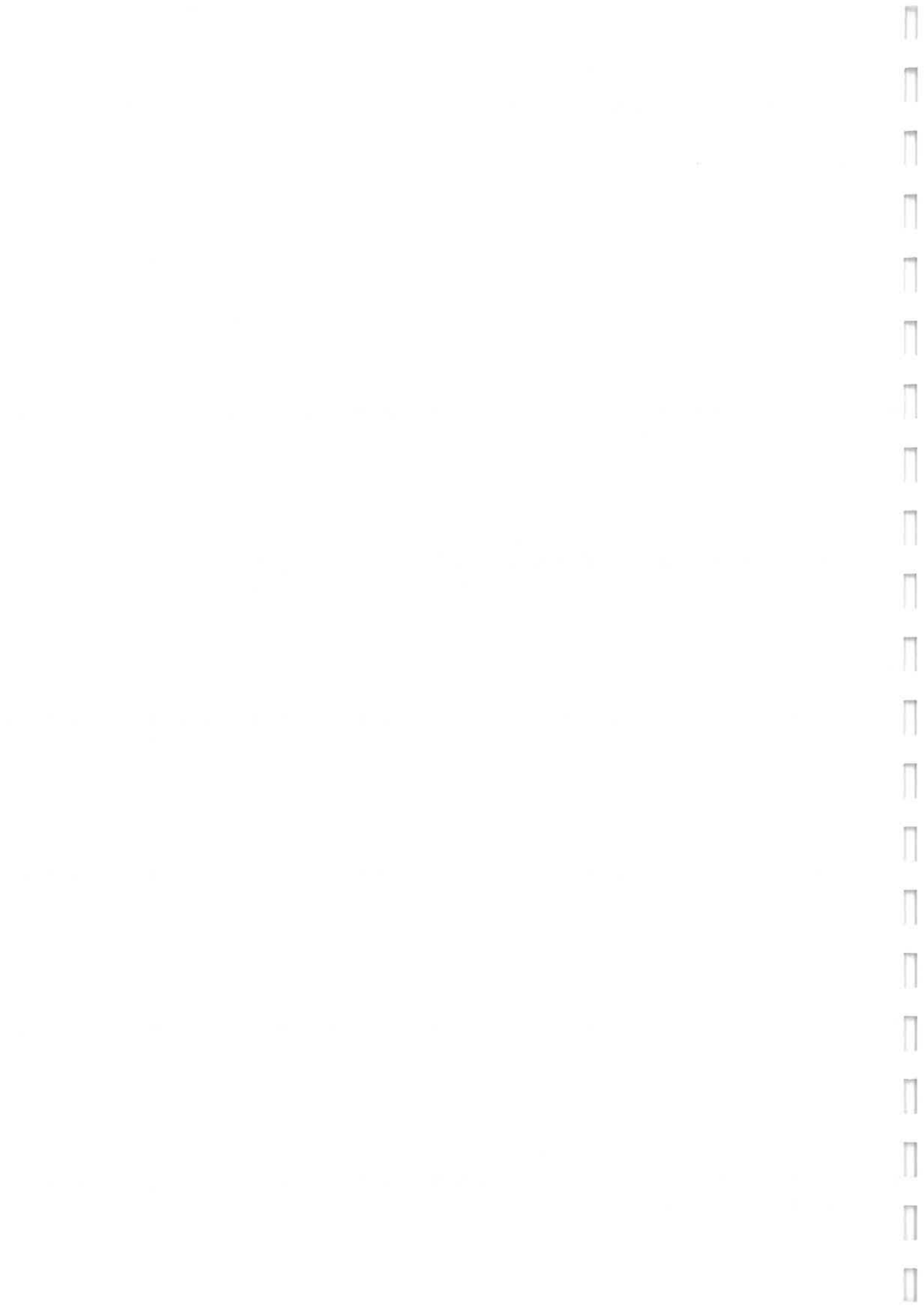


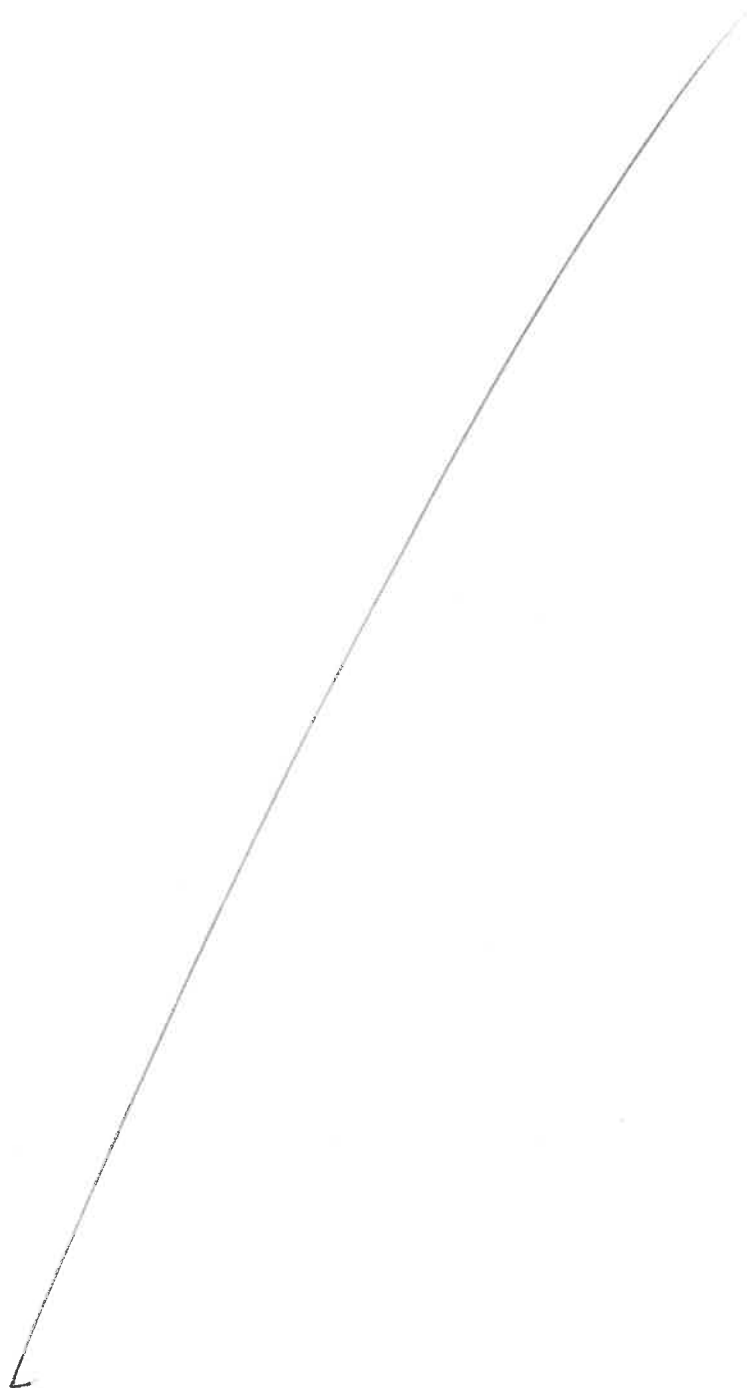


es

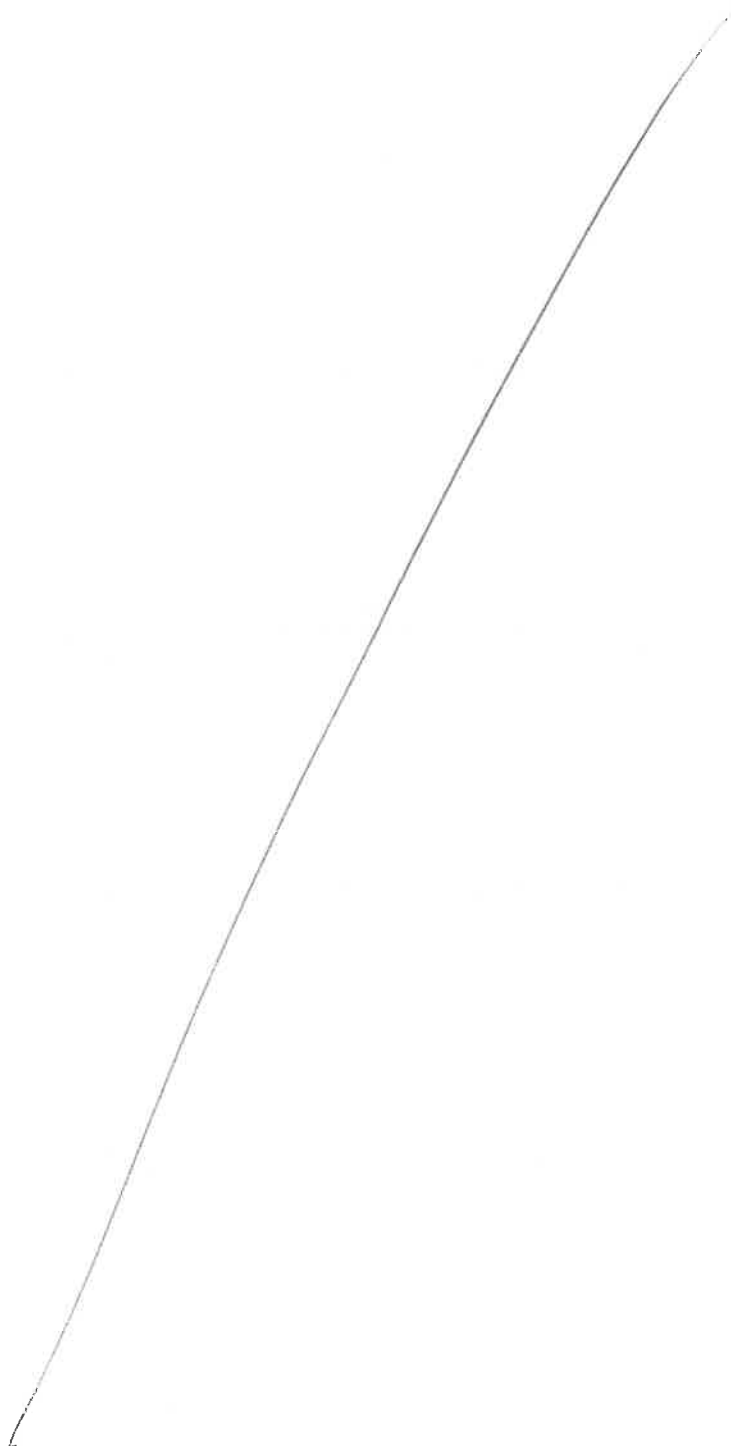


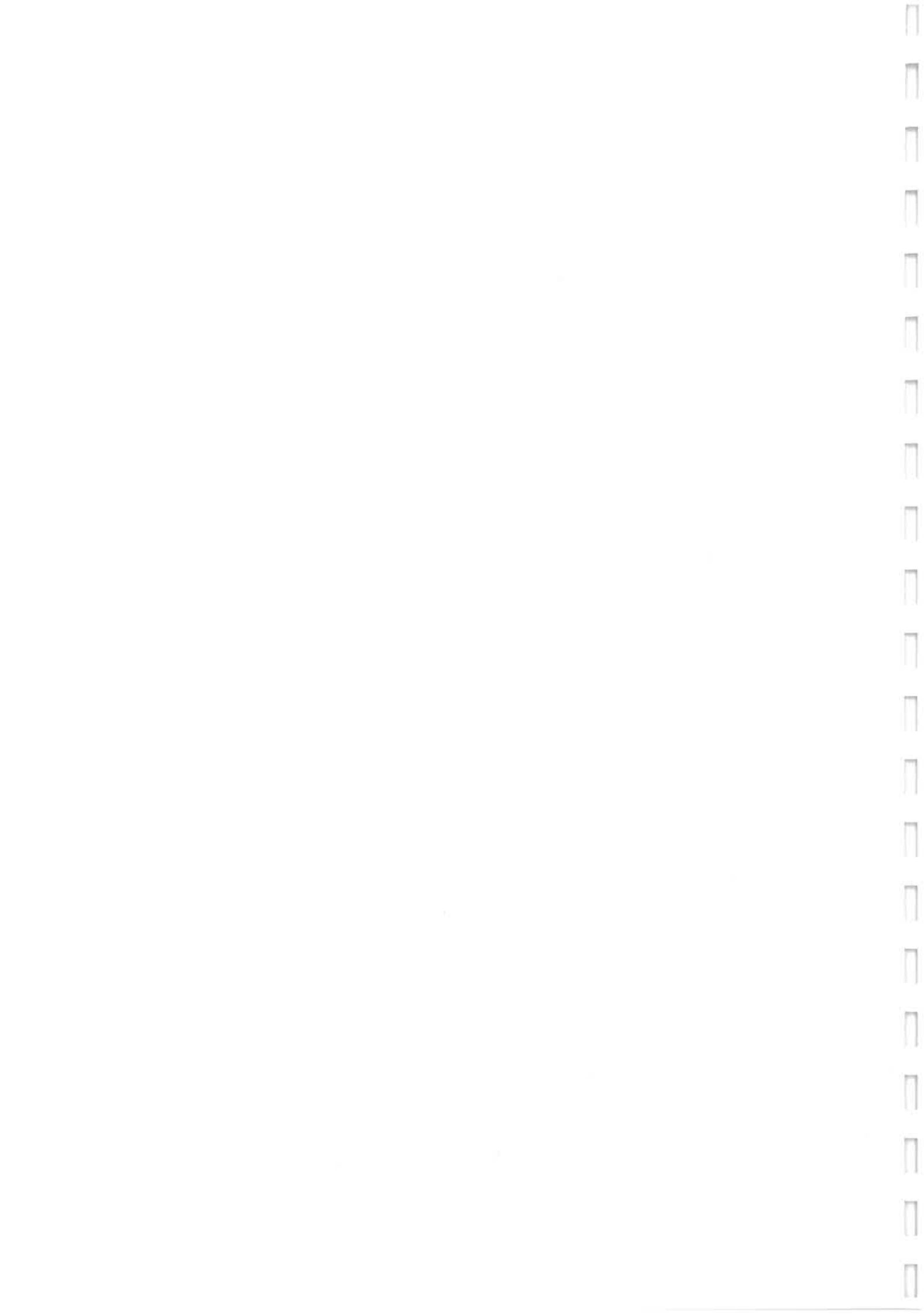




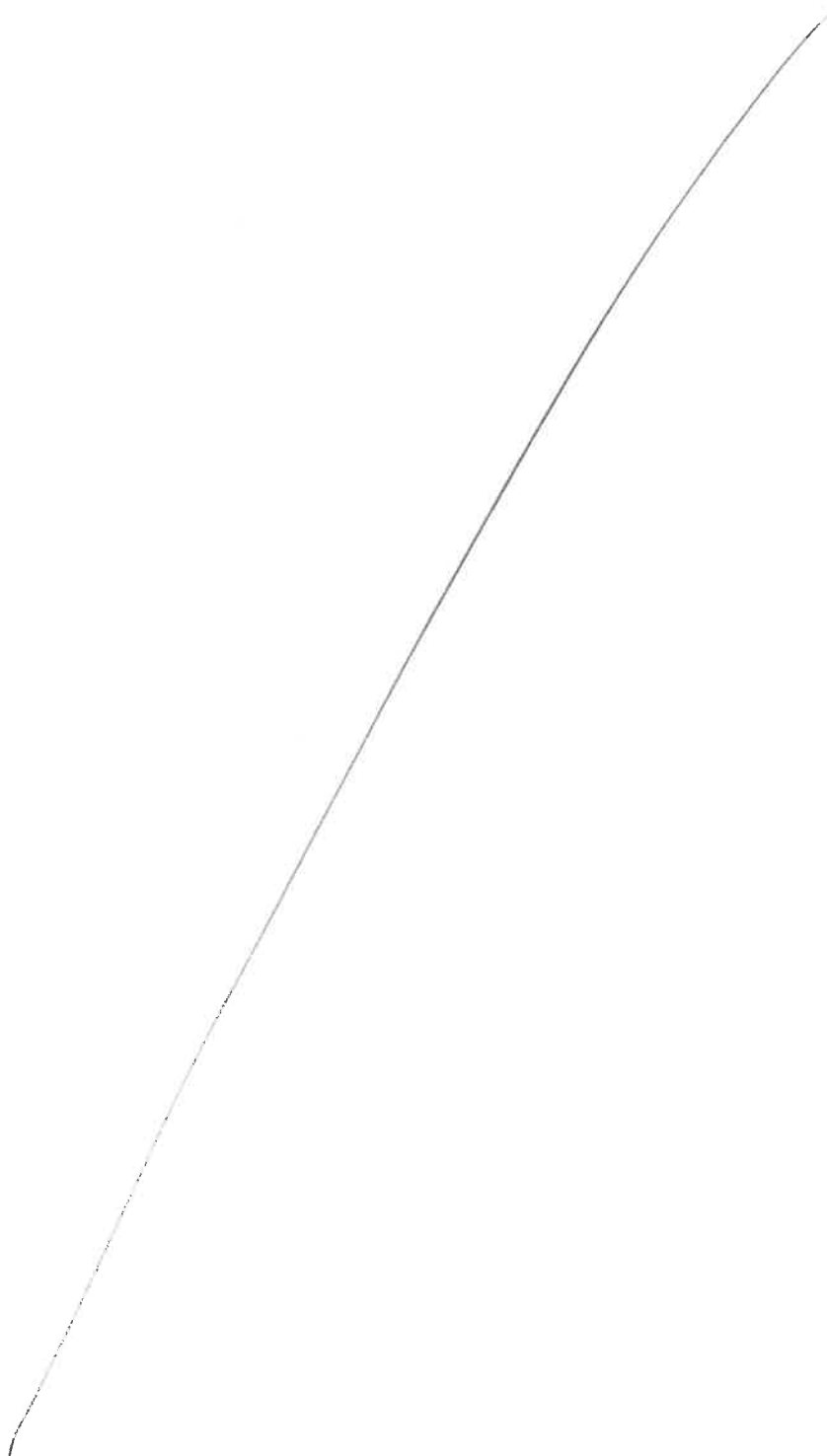


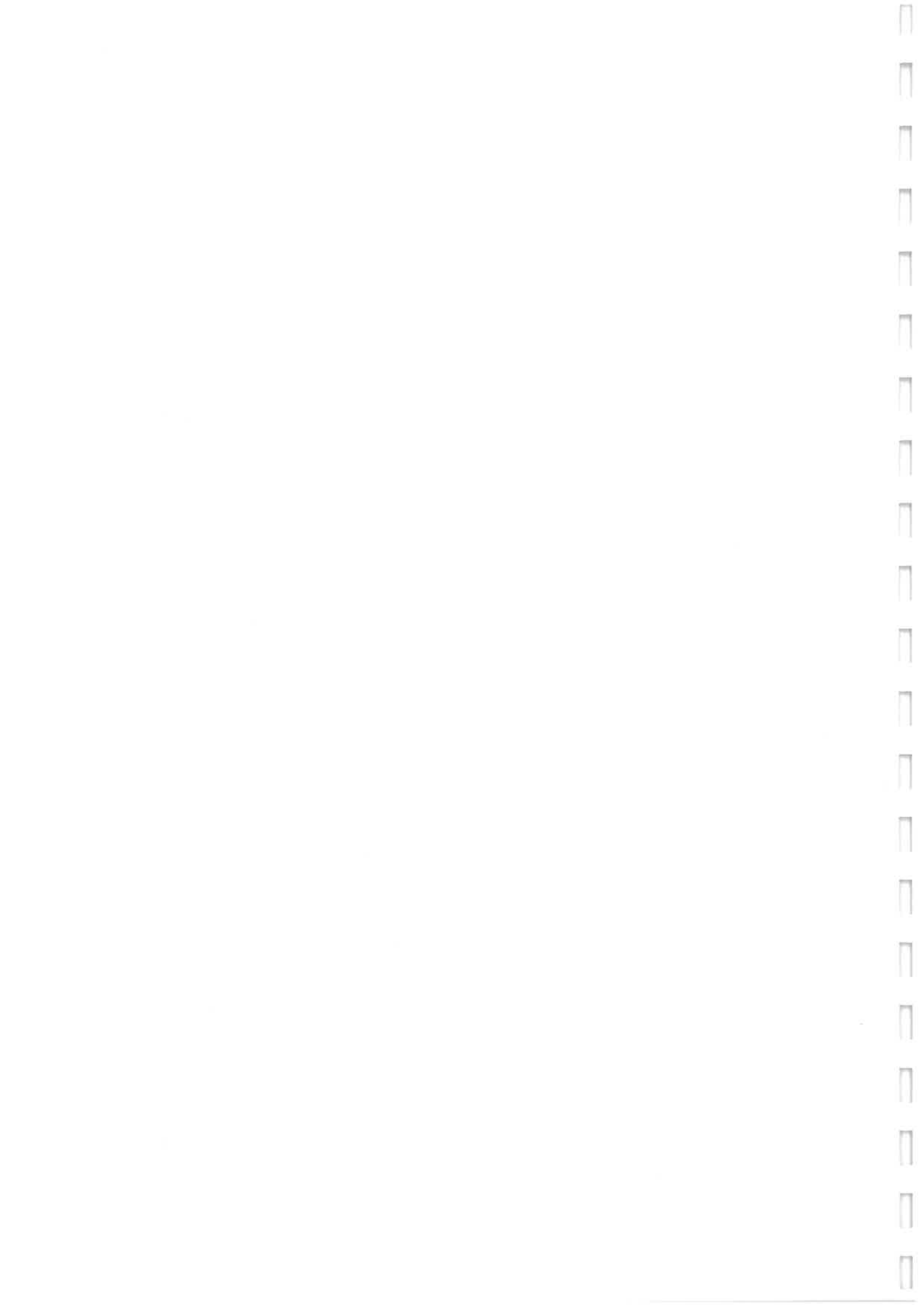












## CLOTURE DU REGISTRE

### Objet de l'enquête :

Projet de révision du décret de la réserve naturelle de Scandola

Le 12 février 2025, le délai réglementaire concernant l'enquête publique précitée étant expiré, je soussignée, Carole SAVELLI, présidente de la commission d'enquête, déclare clos le présent registre d'enquête mis à la disposition du public pendant la période du 8 janvier 2025 à 9h au 12 février 2025 à 17h inclus, aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux de la commune de OSANI.

Les observations ont été consignées sur le présent registre d'enquête par :

quatre ( 4 ) personnes de la feuille n° 1 à la feuille n° 5 bis.

En outre, Madame la présidente de la commission d'enquête a reçu 1 ( 1 ) lettres, annexées au présent registre.

A OSANI, le 17/2 / 2025

Mme la présidente de la commission  
d'enquête  
Madame Carole SAVELLI

